



Sous couverture p. 4 et 5

La généralisation de la complémentaire santé à tous les salariés du privé, présentée comme une avancée, fragilise un peu plus la protection sociale.

Les grands absents p. 7

L'accord de Paris qui a conclu la COP 21 est regardé avec méfiance par les militants de la cause climatique. Il ne dit rien des énergies fossiles.

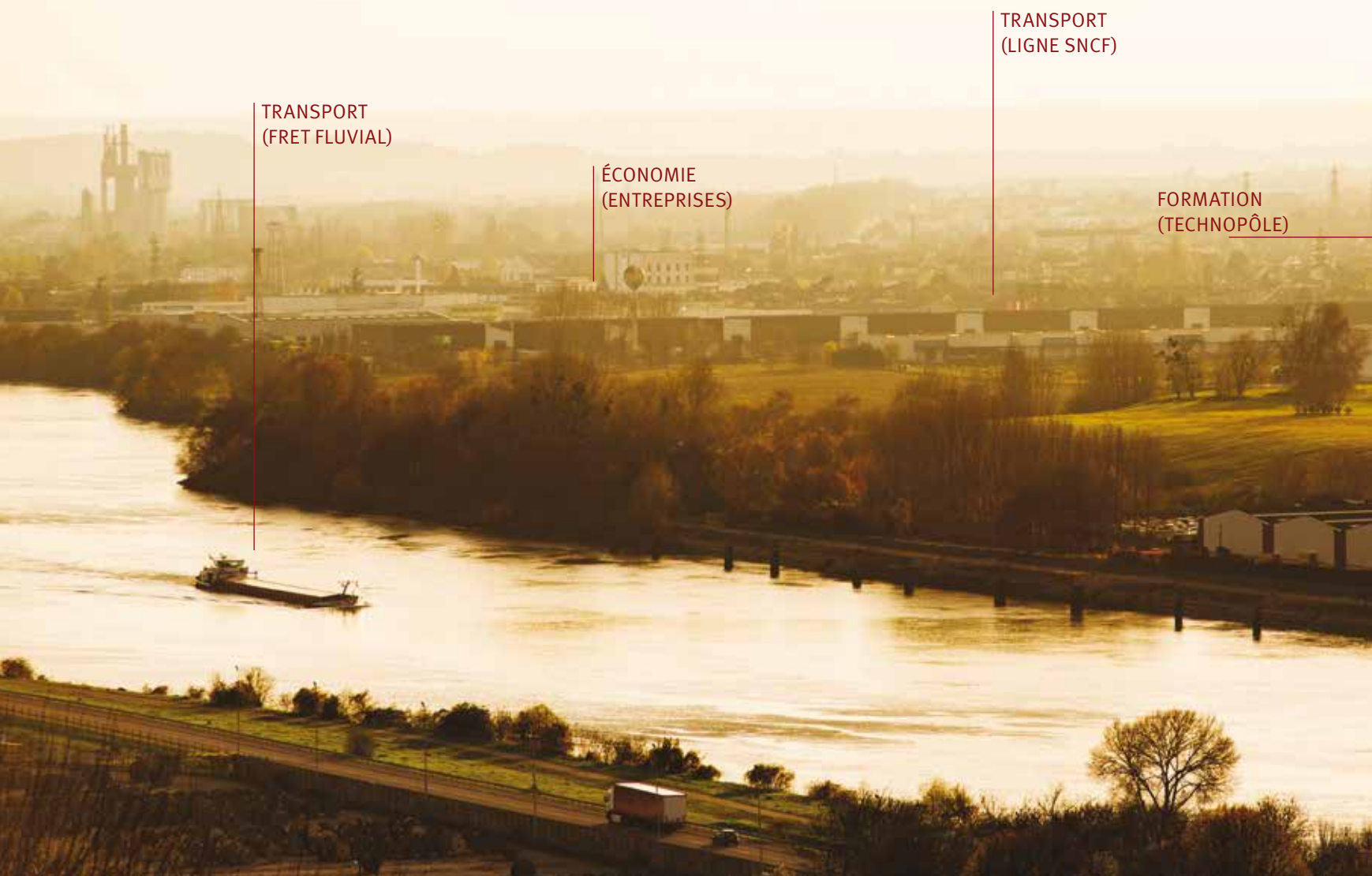
Bonnes vibrations p. 18 et 19

Un collectif d'artistes a pris ses quartiers rue Léon-Gambetta. Sous le nom de Chevalet noir, ils entendent se mettre au diapason des Stéphanois.

3,5 millions de Normands et nous... et nous...

La Normandie est l'une des rares nouvelles grandes régions à offrir un nom et des contours qui ne font pas polémique. Pourtant, elle demeure une entité politique mal connue.

p. 10 à 13





ville de Normandie

Entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2016, les chiffres de la population légale française en 2013 attestent que Saint-Étienne-du-Rouvray, avec 28 738 habitants, se place au septième rang des communes de Normandie derrière Le Havre (172 074), Rouen (110 755), Caen (107 229), Évreux (49 722), Cherbourg (37 055) et Dieppe (30 214). Entre 2008 et 2013, la population de Saint-Étienne-du-Rouvray a augmenté de 122 habitants.



HABITAT

Transfert de propriété

Depuis le 1^{er} janvier 2016, une nouvelle partie du parc immobilier ICF Habitat Novedis est passée dans le giron du bailleur social Habitat 76. Cette opération concerne 49 pavillons en locatif social, situés dans le quartier des Meulières circonscrit entre les rues des Églantines, des Fougères, des Anémones, des Lys et des Hortensias. Une réunion publique se tiendra mercredi 24 février à 18 heures à la salle Coluche, espace des Vaillons. Elle permettra aux habitants concernés de rencontrer leur nouveau bailleur et de poser toutes les questions relatives à leur logement.

RECENSEMENT

Comptez-vous

Le recensement annuel de la population se déroule du 21 janvier au 27 février. Un rendez-vous important dont dépend notamment la participation de l'État au budget des communes ou encore le nombre d'élus au conseil municipal. Six agents accrédités par la Ville se chargeront d'effectuer ce recensement d'une partie de la population stéphanaise : Kelly Bais, Chloé Souché, Pascal Tous Rius, Nathalie Mahieu, Anthony Mahieu et Camille Delaunay se présenteront chez l'habitant munis d'une carte avec une photo qui atteste de leur accréditation. Pour la deuxième année consécutive, les Stéphanaïens auront la possibilité de remplir l'imprimé d'informations sur internet via le site www.le-recensement-et-moi.fr grâce à des codes d'accès fournis par l'agent-recenseur. Seulement 8 % des logements sont recensés, suite à un tirage au sort réalisé par l'Insee à partir d'un répertoire d'adresses.



DEUX QUESTIONS À...



Annick Doideau,

artiste peintre et plasticienne qui expose au Rive Gauche et au centre Jean-Prévost.

Poursuivez-vous un but ?

Depuis une quarantaine d'années, je cultive un champ d'exploration tout à fait imprévisible. Je tente de sortir du cadre de la toile. Je cherche à atteindre une troisième dimension, presque architecturale. Mais ça reste de la peinture. J'ai tourné le dos à la figuration depuis longtemps pour préférer un vocabulaire géométrique.

Quelles sont vos inspirations ?

Mes œuvres faites de morceaux de bois et de cartons peuvent donner l'impression d'une certaine fragilité. C'est un choix. Inconsciemment, cela renvoie à un rapport au monde. Je sais que l'abstraction de mes œuvres peut déconcerter certains spectateurs, voire les paralyser. J'essaie alors de les amener à regarder mon travail comme on écoute de la musique et à se laisser porter par le rythme des formes et des couleurs.

INFOS Exposition Annick Doideau au Rive Gauche, du mardi au vendredi de 13 heures à 17 h 30 et les soirs de spectacle jusqu'au 3 février. Entrée libre. Renseignements au 02 32 91 94 94. Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.



À MON AVIS

Une dynamique de développement

Saint-Étienne-du-Rouvray connaît une croissance de sa population assez rare dans l'agglomération et son attractivité se confirme. C'est la raison pour laquelle les opérations d'aménagement urbain et d'habitat connaissent un rythme soutenu. Dès cette année, l'opération du nouveau quartier Seguin va débiter pour préparer la réalisation des premiers logements en accession. De la même façon, suite à la vente de patrimoine privé dans la cité des familles, le quartier va commencer sa mutation. Enfin, 2016 va être l'année des études pour dresser précisément le programme d'intervention sur le secteur Madrillet Renan.

Si ces dossiers sont parmi les plus importants à travailler, d'autres interventions intéresseront plusieurs secteurs de notre commune.

Si le temps de l'action est toujours précédé de longs moments de préparation financière et technique, c'est bien dans une dynamique de développement que notre Ville poursuit sa trajectoire.

Hubert Wulfranc

Maire, conseiller départemental



PHOTO: LE RING STÉPHANAIS

COMPÉTITION À l'assaut

Au-delà des clichés, la boxe a bien des vertus, y compris celle de porter des valeurs de respect, de courage et de dépassement. Les championnats départementaux de boxe éducative organisés par le Ring stéphanois le 23 janvier au gymnase Paul-Éluard constituent une occasion de pouvoir s'en assurer, au pied du ring. Cette épreuve qualificative pour les championnats régionaux concerne les enfants âgés de 6 à 14 ans.

CHAMPIONNATS Samedi 23 janvier, de 12 à 18 heures, gymnase Paul-Éluard. Entrée libre pour le public. Renseignements : 06 50 61 04 43.



Directeur de la publication : Jérôme Gosselin. **Directrice de l'information et de la communication :** Sandrine Gossent. **Réalisation :** service municipal d'information et de communication. Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex. **Conception graphique :** L'ATELIER de communication. **Mise en page :** Aurélie Mailly. **Rédaction :** Fabrice Chillet, Stéphane Nappez, Sandrine Gossent. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Photographes :** Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.) Éric Bénard (E.B.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.) **Distribution :** Claude Allain. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** ETC 02 35 95 06 00.



COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Un Ani qui nous veut du bien ?

Depuis le 1^{er} janvier, les employeurs du privé ont l'obligation d'équiper leurs salariés d'une complémentaire santé et de la financer pour moitié. Une avancée sociale. Ou pas ?

Aucun des dix-huit millions de salariés du privé ne devrait désormais plus renoncer, faute de couverture santé complémentaire, à se faire poser une prothèse dentaire ou à porter des lunettes. C'était du moins l'objectif que s'était fixé l'Accord national interprofessionnel (Ani),

conclu le 11 janvier 2013 entre les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO et le patronat, et retranscrit dans la loi relative à la sécurisation de l'emploi du 14 juin de la même année.

Mais voilà, dans les faits, l'Ani ne concerne réellement que 400 000 salariés sur les quatre millions qui ne bénéficiaient pas,

au moment de l'accord, d'une couverture collective pour moitié financée par l'employeur. Les 3,6 millions restant étant déjà équipés d'une couverture individuelle ou de celle, collective, de leur conjoint. Ces millions de salariés auront donc été contraints de changer, si ce n'est de complémentaire, au minimum de contrat. Mais

Les coulisses de l'info

Ne pas avoir de mutuelle est une cause importante de renoncement aux soins. Sa généralisation à tous les salariés du privé avait donc pour objectif de lutter contre les inégalités de santé. Mais dans la réalité, ça donne quoi ?

◀ La boucherie Lebrun, rue du Madrillet, avait anticipé l'échéance du 1^{er} janvier comme 71% des entreprises de moins de dix salariés. Les aides fiscales et sociales allouées aux entreprises pour les contrats collectifs s'élèvent à 3,5 milliards d'euros par an.

PHOTO : J. L.

ce changement a pu générer des situations pour le moins compliquées. « On se retrouve avec trois mutuelles différentes à la maison, explique Alain Pajot, salarié de la boucherie Lebrun, rue du Madrillet. Ma femme a la complémentaire de son entreprise et c'était plus avantageux de laisser les enfants sur celle que j'avais avant de prendre la complémentaire de la boucherie. »

« J'ai équipé mes salariés dès que la convention collective de la boucherie a signé l'Ani,

cela me coûte une vingtaine d'euros par mois et par salarié », explique leur employeur, Pascal Lebrun, qui faisait partie des quelque 600 000 entreprises et 90 branches professionnelles non pourvues d'un accord collectif santé avant l'Ani, et que les mutuelles, instituts de prévoyances (IP) et assurances se sont disputées à coups de campagnes de publicité et de télémarketing agressif depuis 2013.

Marchandisation de la santé

Une concurrence dont les effets se seront parfois traduits par des contrats « *pas forcément avantageux* », comme le regrette Miguel Languette, lui aussi salarié de la boucherie Lebrun. En effet, pour prendre des parts de marché – qu'elles se partagent de manière plus ou moins égale –, les trois familles de la complémentaire ont dû jouer des coudes en baissant leurs tarifs, voire leurs offres. Au risque de répercuter le manque à gagner sur les surcomplémentaires que seront tentés de prendre les salariés qui auront perdu une partie de leur couverture en migrant d'un contrat individuel vers un collectif.

Cette concurrence féroce intervient de surcroît dans un contexte européen qui impose au secteur non lucratif (les mutuelles et les instituts de prévoyance) les mêmes normes que les assurances privées, et dont les conséquences auront été de massives fusions de mutuelles (leur nombre a été divisé par trois en quinze ans), ainsi que la dilution de leurs valeurs démocratiques et solidaires, héritées des ordonnances fondatrices de la protection sociale française. ■

INTERVIEW

« L'Ani est un effet de manche »

Jean-Claude Mallet est président du Club de réflexion sur l'avenir de la protection sociale (CRAPS) et ancien président de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM). Il s'exprime sur l'Accord national interprofessionnel (Ani) qui oblige tous les employeurs du privé à équiper leurs salariés d'une complémentaire santé et à en financer la moitié du coût.

Quel regard portez-vous sur l'Ani ?

Cela ressemble à un cadeau aux salariés mais ce n'en est pas un, à mon avis. On impose une dépense supplémentaire à des gens qui, faute d'argent justement, avaient renoncé à la complémentaire. Pour ceux qui souscrivaient déjà à une complémentaire, on rend obligatoire ce qui était de l'ordre du libre choix... sans d'ailleurs prévoir de sanction pour l'employeur qui n'équiperait pas ses salariés. Si la complémentaire devient obligatoire, alors pourquoi ne pas la faire rentrer dans le régime général ? L'Ani est quelque chose de profondément incohérent.

Quelle aurait été une réforme plus cohérente ?

On aurait pu faire plus simple. Au lieu d'un accord qui ne bénéficiera pas aux 3,3 millions de personnes exclues de la complémentaire santé, on aurait pu relever les seuils de la CMU-C et de l'ACS [lire encadré]. L'Ani est un effet de manche qui ne résout pas les problèmes de fond. Le risque est d'aller vers une étatisation de la protection sociale, ce qui, paradoxalement, ouvrirait la voie à sa privatisation. On se rapproche du modèle libéral anglais, où l'on est soigné en fonction d'une enveloppe donnée au médecin par l'État. Au-delà, le patient doit s'en remettre aux assurances privées.

À SAVOIR

Aides à la complémentaire

L'Ani ne règle pas la situation de 3,3 millions de Français sans complémentaire santé. Selon une étude de mai 2015 de l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (Irdes), « parmi l'ensemble des individus ne bénéficiant d'aucune complémentaire santé en 2012, 80 % resteraient non couverts après la généralisation ». Les chômeurs de longue durée, les retraités pauvres, les précaires sont en effet exclus de l'Ani. Il existe toutefois des aides pour leur permettre de s'équiper. Ce sont la complémentaire de la Couverture maladie universelle (CMU-C) et l'Aide pour une complémentaire santé (ACS). La CMU-C est accessible aux personnes résidant en France dont les revenus sont inférieurs à 720,42 € par mois (1 512,75 € pour quatre personnes). Au-dessus de ce seuil, l'ACS ouvre droit à une aide au financement. Le centre communal d'action social (CCAS) peut accompagner les Stéphanois vers ces dispositifs.

RENSEIGNEMENTS : 02 32 95 83 83 (hôtel de ville).

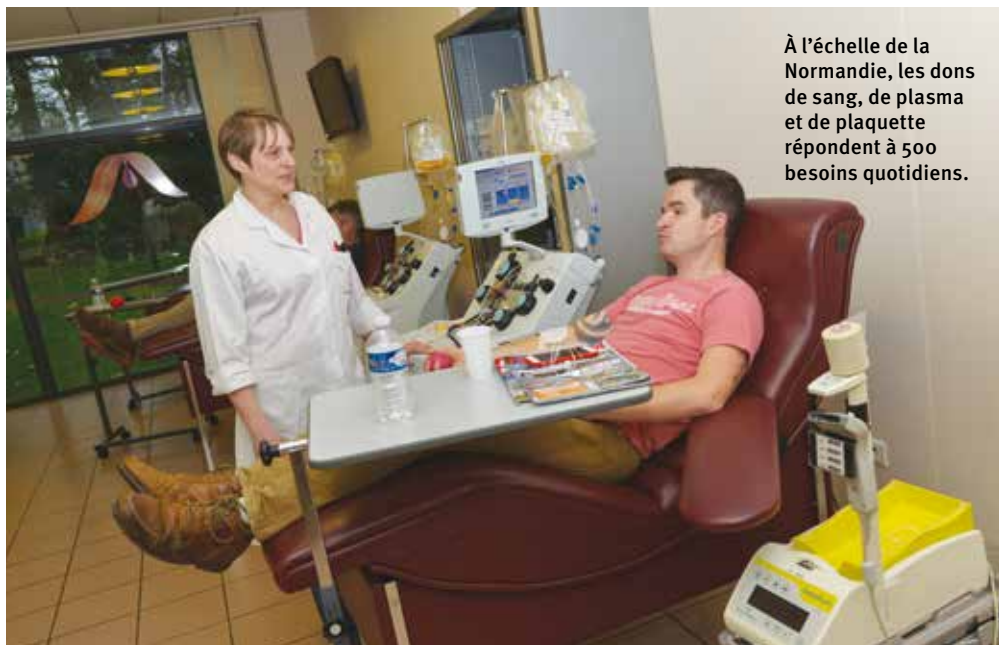
ÉCOLE JOLIOT-CURIE

Deux classes supplémentaires à la maternelle

La reprise des cours ce 4 janvier a eu comme un goût de deuxième rentrée scolaire pour les élèves de deux classes de grande section de maternelle. À l'étroit depuis plusieurs années, la maternelle Joliot-Curie s'est vue pousser une nouvelle aile pour accueillir ses 200 enfants. Les élèves qui avaient pris place au sein de l'élémentaire Joliot-Curie 2 ont emménagé dans deux salles très fonctionnelles et d'une grande clarté, à proximité d'un nouveau bloc sanitaire.

À quelques jours de Noël, des représentants de parents d'élèves, le directeur de l'école, des représentants de l'inspection académique, des services municipaux et le maire se sont retrouvés pour faire le point sur ce gros chantier dont le coût de construction s'élève à un peu plus de 800 000 € et celui d'équipement en mobilier et outils multimédias à plus de 12 000 €. Aux parents qui regrettaient le temps d'attente entre la réception de ces travaux et la demande d'extension, le maire a répondu : « C'est une question de budget. Aujourd'hui, tous les groupes scolaires de la Ville mériteraient des investissements conséquents, pour accueillir des enfants toujours plus nombreux, pour rénover et agrandir les locaux, les selfs... »

Au printemps, ce sera au tour des espaces verts, côté école élémentaire d'être refaits, ainsi que la clôture de la rue Charles-Nicolle.



À l'échelle de la Normandie, les dons de sang, de plasma et de plaquette répondent à 500 besoins quotidiens.

COLLECTE

Sang pour sang... utile

L'établissement français du sang sera présent à Saint-Étienne-du-Rouvray pour une collecte le 22 janvier après-midi.

BIEN AVANT QUE LA FUSION DE LA HAUTE ET DE LA BASSE-NORMANDIE NE SOIT ENTÉRINÉE, l'établissement français du sang avait déjà développé son réseau à l'échelle de la grande région. « Une manière de mettre en œuvre une meilleure synergie entre nos postes fixes et nos collectes mobiles, précise France Costentin, médecin responsable du prélèvement. Nous organisons pas moins de deux à trois collectes par jour au sein des communes, des campus comme celui du Madrillet mais aussi **45 minutes pour sauver des vies** »

De 18 à 70 ans, tout le monde peut donner, une fois passé le cap de l'entretien avec le médecin qui prend en compte tous les critères d'exposition au risque depuis le détartrage jusqu'au tatouage en passant par des voyages à l'étranger. « La France est un des pays les plus rigoureux en la matière. Nous prônons avant tout une relation de confiance entre le donneur, le médecin et bien sûr le receveur. Suite aux attentats du 13 novembre, de nombreuses personnes ont souhaité donner leur sang. Mais les globules rouges ont une durée de vie de seulement 42 jours. Notre objectif est de lisser les dons

tout au long de l'année et de mobiliser des donneurs en particulier maintenant au mois de janvier », insiste France Costentin. Car si le don de sang est toujours bien vu, dans les faits il ne concerne que 4 % de la population française. Nicolas Germain-Tantré a passé le cap, il y a deux ans. « C'était sur mon lieu de travail. J'ai découvert que c'était simple et sans douleur. 45 minutes de mon temps pour

sauver des vies, c'est le message que j'essaie de faire passer autour de moi, y compris auprès de mes enfants. Ma femme s'y est mise aussi. » Comme le confirme France

Costentin, « les donneurs sont les

meilleurs ambassadeurs ». Sur les points de collectes mobiles, il n'est question que du sang mais sur les postes fixes et notamment à Rouen, près du quartier Saint-Sever, il est possible de donner aussi son plasma et ses plaquettes voire sa moelle osseuse en adhérant au réseau des « veilleurs de vie ». ■

INFOS L'EFS sera présent à Saint-Étienne-du-Rouvray, le 18 janvier à l'Ésigelec, le 22 janvier place de l'Église et le 25 janvier à l'Insa. L'EFS est installé 20 place Henri-Gadeau-de-Kerville à Rouen. www.dondusang.net

COP 21

Un texte qui fait flop

L'accord de Paris prévoit de contenir le réchauffement climatique « nettement en-dessous de 2°C » mais il ne dit rien des énergies fossiles, grandes responsables des gaz à effet de serre.

L'accord qui a conclu, le 12 décembre, la conférence de Paris sur le climat (COP 21) ne mentionne pas les mots « énergies fossiles ». Les termes « pétrole », « gaz » ou « charbon » sont les grands absents du texte. Leur combustion émet pourtant 80 % du CO₂ mondial, un gaz à effet de serre (GES) lourdement responsable du réchauffement climatique. « Cela nous inquiète, explique Dominique Cellier, membre de Coalition climat 21, car nous savons qu'il faudrait laisser sous terre 80 % des énergies fossiles pour parvenir à cet objectif des 2°C. » Le texte ne semble d'ailleurs lui-même pas très convaincu par ses propres dispositions. Dès la page 4, l'accord relève en effet sa contradiction interne, notant que les estimations d'émissions de GES prévues pour 2025 et 2030 « ne sont pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2°C ». Le représentant stéphanois de Coalition climat pointe en outre l'ambiguïté du texte.

Quand l'accord évoque la nécessité d'arriver à un solde zéro d'émissions de GES, il fait référence à des « puits de gaz à effet de serre », un terme flou qui, selon Dominique Cellier, « ouvre la voie à n'importe quoi ». Car si ces « puits » peuvent désigner les forêts ou les océans, ils peuvent tout autant dissimuler « des méthodes de séquestration de CO₂ ou celles de la géo-ingénierie [lire le dossier du Stéphanois n° 211] ».

100 milliards de dollars

Un des points jugés comme fondamentaux par les citoyens, et peu convaincants dans l'accord, est également celui du « fonds vert », ces 100 milliards de dollars que les pays riches sont censés verser chaque année pour aider les plus pauvres à s'adapter et à lutter contre le réchauffement. « On est loin du compte, l'accord ne stipule pas comment et par qui ce fonds sera alimenté, ni sous quelles modalités l'argent sera distribué, sous forme

de don, d'emprunt, par des organisations privées ? » De là à imaginer que la lutte contre les effets du réchauffement pourrait remplir encore un peu plus les poches du 1 % de la population mondiale déjà en possession de plus de la moitié des richesses de la planète, ce 1 % même dont Oxfam dit que l'empreinte carbone est 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres... « On ne se faisait pas beaucoup d'illusions, conclut Dominique Cellier, mais cet accord pourra peut-être devenir un point d'appui pour mettre les pays au pied du mur. »

Il faudra attendre 2020, date de son entrée en vigueur, voire 2025, date de sa révision, pour voir si l'accord porte ses fruits. « Dix ans de retard », regrette-t-on chez les militants. ■

CONFÉRENCE Jeudi 21 janvier, à 20 heures, une conférence sur l'accord de Paris se tiendra salle Micheline-Ostermeyer, 11 avenue Pasteur à Rouen, en présence de Juliette Rousseau, porte-parole et coordinatrice de Coalition climat 21.



◀ Les militants qui avaient marché dans les rues de Rouen le 28 novembre dénoncent un accord de Paris qui « nous emmène à + 3°C ». PHOTO: J. L.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Marches exploratoires : appel à participation

« *Les femmes ont le droit de circuler et de participer activement à la ville, elles ont le droit d'y être en sécurité le jour comme la nuit* », plaide la sociologue Dominique Poggi, membre de Maturescence, association œuvrant pour le droit des femmes à la ville. Elles en ont le droit mais la réalité reste très différente (lire *Le Stéphanois* n° 207 et *Recto/Verso* n° 2). La Ville a donc sollicité l'expertise de Maturescence afin de mettre en place trois marches exploratoires sur le territoire stéphanois.

Ces marches, constituées de femmes volontaires, permettront d'identifier les lieux et les éléments urbains qui gênent leur accès plein et entier à l'espace urbain. « *Les décisions qui découleront de ces marches ne seront pas corporatistes*, prévient Dominique Poggi, *elles profiteront à tout le monde, hommes et femmes.* » Une réunion d'information sur les objectifs et le fonctionnement de ces marches exploratoires se tiendra jeudi 21 janvier au centre socioculturel Jean-Prévoist de 13 h 30 à 16 heures. Réunion réservée aux femmes, entrée libre.



Hugo Soloy (à gauche) et Laurent Joly (à droite) représentent de sérieuses chances de médailles pour l'Acsec en kung-fu et tai-chi.

PHOTO : J. L.

ARTS MARTIAUX

La diagonale du fu

Entre combats et démonstrations, chacun pourra profiter de la compétition organisée par l'Acsec les 30 et 31 janvier à l'Insa.

WUSHU : UN MOT, UNIQUE, CONCENTRE TOUTES LES TENDANCES DES ARTS MARTIAUX CHINOIS. Pour embrasser d'un seul regard et en l'espace de deux jours seulement l'éventail complet de ces nuances, l'Association culturelle et sportive euro-chinoise (Acsec) organise une compétition qualificative pour les coupes de France et les championnats de France. Et le plateau promet d'être relevé avec une trentaine de clubs venus de Bretagne, de Normandie, de Picardie et de Flandre Artois.

Le souffle du dragon

En entrée et pour le spectacle, les démonstrations de danse de lion ne manqueront pas de mettre de l'ambiance. Tout aussi esthétiques et physiques, les enchaînements codifiés, baptisés tao lu, permettront aux concurrents de se distinguer à mains nues ou à grand renfort d'armes aussi variées que le sabre, l'épée, le bâton, la lance, la chaîne ou l'éventail. « *Les spécialistes apprécieront les subtiles différences qui distinguent les*

versions traditionnelles et modernes de cet art ancestral », précise Michèle Houssin, secrétaire de l'Acsec.

Dans la catégorie des combats, il est question de quingda et de sanda, selon que l'on marque à la touche ou que l'on recherche le KO. Dans tous les cas, les chances de médailles pour le club stéphanois sont plurielles. Il faudra compter avec Guy Duval, Laurent Joly et le jeune prodige Hugo Soloy, tous trois distingués par des médailles d'or lors des championnats de France de mars 2015. Fort de ses 140 licenciés dans les disciplines du tai-chi, du kung-fu et du qigong, l'Acsec fait aujourd'hui partie de l'élite nationale. « *Une reconnaissance qui nous permettra d'organiser les championnats internationaux de qigong la première semaine d'octobre 2016* », insiste Michèle Houssin. ■

COMPÉTITION DE WUSHU Qualification zone nord-ouest, samedi 30 de 13 heures à 19 h 30 et dimanche 31 de 9 h 30 à 18 h 30, gymnase de l'Insa, 160 avenue Galilée. Entrée : 3 € pour les adultes, gratuit pour les -16 ans. Freddy Paillard : 06 88 21 06 27.

Bio... mais pas seulement

Fabriquer sain et respecter l'humain, c'est l'engagement du traiteur Seine saveur bio, aux fourneaux depuis un an grâce au modèle de la Société coopérative et participative (Scop).

C'est le mariage du bio et du social. Ou comment la tartiflette normande et le risotto de poulet coco-curry ont réussi à se construire non seulement loin des pesticides mais aussi très loin du profit à tous crins. « *L'exploitation de l'homme par l'homme, on est arrivé au bout de ce modèle-là, sourit Denis Martin, le chef cuisinier. Il faut remettre de l'humain dans l'entreprise...* » Il est l'un des trois associés-fondateurs de la Scop Seine saveur bio basée rue Ernest-Renan. Denis Martin, Damien Gonel et Nicolas Cauvin ont lancé leur projet il y a tout juste un an, partant de l'idée qu'une meilleure répartition des richesses créées par l'entreprise serait le plus sûr et équitable moyen de la faire perdurer. « *C'est un peu utopiste, reconnaît Denis Martin, mais on ne perd pas de vue que nous*

avons une obligation de résultat. »

Dans une Scop, même si le profit n'est pas l'objectif principal, l'argent demeure un carburant. D'autant plus lorsque l'entreprise s'est fixé une mission d'insertion. La Scop a ainsi embauché, sur les neuf salariés qu'elle compte, trois personnes en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI), une manière pour elle de leur « *remettre le pied à l'étrier, explique le chef, mais on ne voudrait pas s'arrêter là.* »

Insertion

L'objectif, ajoute son associé Nicolas Cauvin, reste bel et bien de « *redonner confiance à long terme* » à des personnes très éloignées de l'emploi et, pourquoi pas, de leur donner envie de « *dupliquer* » le modèle ou encore de devenir associé.

En devenant associé, le salarié de la Scop détient une voix lors du vote des grandes

décisions de l'entreprise ou de l'élection du dirigeant. L'associé participe en outre au partage des dividendes. « *Dans une Scop, précise Nicolas Cauvin, le partage des profits est équitable, même les non-associés sont intéressés.* »

« *Devenir responsable, ce n'est que du positif* », se réjouit Pascal Mathian, cuisinier, qui espère devenir bientôt associé. Pascal, ancien pâtissier-boulangier, a dû quitter son métier à regret à cause d'une allergie à la farine. « *Travailler dans une Scop, c'est motivant* », dit-il, lui qui n'envisageait pas de faire autre chose qu'un métier de bouche. Un engagement social que le côté bio de la Scop (les conditionnements sont consignés et recyclables) rend d'autant plus « *éco-responsable* », quand on sait que la France est le premier consommateur de pesticides en Europe. ■



◀ Le traiteur stéphanois Seine saveur bio produit entre 150 et 500 portions par jour, distribuées en plateaux-repas, paniers-repas, ou dans ses boutiques de Rouen et de Louviers. PHOTO: J. L.

Pour les Stéphanais,
la nouvelle Région
reste un périmètre
politique flou.
PHOTO : J.-P. S.

« La Normandie, c'est flou ! »

Le flou et l'abstention ont entouré la naissance de la Normandie. Les citoyens ne semblent pas convaincus que cette nouvelle entité politique soit mieux à même de régler leurs problèmes.

Les coulisses de l'info

Le 1^{er} janvier a scellé la (re)naissance de la Normandie après soixante ans de séparation administrative. Son découpage aura été le seul des 13 nouvelles régions à n'avoir soulevé aucun débat « identitaire ». Mais onze siècles après Rollon, que signifie ce territoire ?

Au fond, les Stéphanais se désintéressent de leur région. C'est ce que pourraient laisser croire les 55 et 45 % d'abstentionnistes aux premier et second tours des élections régionales des 6 et 13 décembre. À moins que ce soit un rejet du système, puisqu'ils ont été autant à ignorer les urnes aux élections départementales de mars... « *Je ne veux pas voter par dépit ou contre, regrette Sébastien, cheminot de 36 ans. Je veux voter pour un programme qui me parle.* » Sébastien est un abstentionniste

assumé mais il regarde de près la chose politique. Pour lui, la Normandie sortie des urnes n'est pas une bonne nouvelle pour la démocratie de proximité. « *La grande région, dit-il, c'est préjudiciable pour les petites et moyennes communes, c'est une recentralisation* ». Il doute également de l'engagement économique du nouvel exécutif. « *Cette histoire de marque normande, ça me fait rire, ajoute-t-il, ça ne veut rien dire.* » Le cheminot est en outre très critique sur l'avenir du transport ferroviaire dont la Région a la compétence sur son



territoire : « La SNCF fait en sorte qu'il y ait moins de trains sur les rails pour mettre plus de camions et de cars sur les routes ! »

Cars Macron

Le fait est que Sébastien n'a pas tort... Quand on sait qu'on se dirige vers deux capitales régionales, l'une à Rouen et l'autre à Caen, on s'étonne que, sur cette liaison pourtant « capitale » pour la Normandie, la SNCF propose autant d'autocars que de trains... « Notre grosse appréhension, pointe pour sa part Pierre Ménard, président de Convergence nationale rail, c'est de voir se développer les cars Macron [possibilité donnée par la loi portant le nom du ministre de l'Économie d'ouvrir à la concurrence des autocars les liaisons interurbaines, NDLR] ».

Sandrine s'inquiète quant à elle du passage à une « grande région ». Cette hôtesse de caisse de 44 ans se demande notamment si les efforts consentis par l'ex-Haute-Normandie en direction des lycéens avec la carte Région [aide financière à l'accès à la culture, aux sports et aux fournitures scolaires, NDLR] seront reconduits avec le nouvel exécutif. Elle redoute en outre que le couple Métropole-Région n'ait un effet réducteur sur les politiques municipales. « Est-ce qu'on va garder tous les avantages qu'on a sur la commune pour accéder à la culture et aux sports ? »

Éloignement des villes

Lætitia ne partage pas ces interrogations,

cette commerciale d'une trentaine d'années voit plutôt dans le couple Métropole-Région un atout pour la commune. « Je suis assez rassurée que nous soyons bien placés dans la Métropole, nous aurons davantage de retombées sur l'emploi qu'une ville située ailleurs en Normandie. » Une attente que partage Arnaud, 35 ans, à la recherche d'un emploi, qui regrette des compétences régionales « assez floues » et qui risquent d'éloigner un peu plus les villes des leviers de développement économique. « Mais avec 30 000 habitants, nous pouvons nous en sortir mieux que les autres, ce qui ne sera peut-être pas le cas des villes plus petites... » C'est l'attente qui caractérise donc l'état d'esprit des électeurs rencontrés. Un état d'esprit également marqué par l'ampleur du vote Front national, ici comme ailleurs. Pour Sébastien l'abstentionniste, ce vote ne serait toutefois pas l'expression d'une progression des idées d'extrême droite, « non, affirme-t-il, il prend la place laissée vacante par une faillite du système des partis ». Espérons que les exécutifs des Régions ne creusent pas encore un peu plus ce vide préjudiciable pour la démocratie. ■

▲ Les trains régionaux sont une des grandes compétences de la Région. Mais du chemin reste à faire quand il faut 1 h 40 pour relier les deux capitales régionales, Rouen et Caen.

PHOTO : J. L.

INTERVIEW

« Montrer qu'il y a de l'espoir »

Joachim Moyse est 1^{er} adjoint au maire et conseiller régional.



Vous venez d'être élu conseiller régional et vous siégez dans l'opposition.

Quelles sont vos priorités et vos marges de manœuvre ?

Je porterai la voix des 80 000 électeurs du Front de gauche. D'abord, pour l'emploi industriel. Il faut le conforter là où il est fragilisé, le développer et contribuer à le créer. Nous lutterons également contre l'austérité, de droite comme de gauche. Nous combattons enfin toute forme d'idée fasciste. Le Front national a 21 conseillers parce qu'il a exploité, voire entretenu, les peurs, les replis sur soi et les insécurités, notamment sociales. Il nous faudra être défensifs mais aussi combattifs pour porter notre vision alternative. Notre rôle dans l'opposition n'est pas seulement d'être des « anti », nous devons aussi montrer qu'il y a de l'espoir.

Quels sont les grands points d'opposition avec la majorité de droite du conseil régional ?

Derrière les mots « attractivité » et « aménagement », il y a deux approches radicalement différentes. Je me bats contre celle, libérale, qui voudrait centrer l'attractivité et l'aménagement du territoire sur un triptyque Caen-Rouen-Le Havre. Notre vision repose au contraire sur un équilibre des villes intermédiaires comme la nôtre. Leurs populations ne doivent pas regarder passer les camions, elles doivent participer au développement économique.

Quelle est la place de Saint-Étienne-du-Rouvray dans la grande Normandie ?

Saint-Étienne-du-Rouvray a une identité industrielle très forte, elle doit compter au sein de la région. Cela passe non seulement par le soutien à l'emploi, mais aussi à la formation. Nous défendons des moyens supplémentaires aux lycées professionnels comme Le Corbusier, en opposition à la vision d'Hervé Morin, presque exclusivement axée sur l'apprentissage. Nous devons porter la voix pour que nos villes et leurs populations ne soient pas reléguées et oubliées.

La Région vue d'ici

À chaque collectivité territoriale ses compétences et, pour la Région en particulier, l'économie, les transports, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. Autant de thèmes qui font écho à des infrastructures et des projets d'aménagement en cours sur le territoire de Saint-Étienne-du-Rouvray.



La grande Normandie : bonne ou mauvaise nouvelle ? Pour Arnaud Brennetot, maître de conférences en géographie à l'université de Rouen, « ce périmètre étendu peut effectivement constituer une chance pour de nombreux entrepreneurs. Mais le scénario idéal est loin d'être écrit ». La Normandie présente cette spécificité des régions périphériques à l'Île-de-France qui se vident de leur substance sans garantie de retour à l'envoyeur. « Gare alors au risque de déclassement de la Normandie qui émet d'ores et déjà des signaux inquiétants : perte d'attractivité démographique, perte d'emplois, perte dans la production de valeur ajoutée. » Dans un tel contexte, Arnaud Lemarchand, maître de conférences en économie à l'université du Havre, préconise une stratégie qui se démarque des standards. « La région gagnerait à faire évoluer le territoire par rapport à sa culture de la grande entreprise individuelle. Il serait temps de passer à un autre modèle plus proche des PME/TPE et des initiatives coopératives et mutualistes qui misent sur l'échange, la souplesse. Sur ce point, Saint-Étienne-du-Rouvray a des atouts à faire valoir car les réseaux sont déjà établis, inscrits

dans une culture de l'entraide. À partir de là, le soutien de la Région se révèle essentiel en particulier pour permettre à ces petites structures d'accéder au crédit. »

Reste à savoir si Hervé Morin, président de la Région élu le 4 janvier 2016 saura intégrer cette dimension dans son projet de fonds d'épargne régional destiné à financer la création et le développement d'entreprises normandes. Dans tous les cas, Arnaud Brennetot

reconnaît que le passage est étroit pour la Région car « la décentralisation conjointe à la mondialisation conduit à une standardisation des politiques publiques et à une stricte application des normes supra-nationales ».

Autrement dit, l'autonomie de gestion du conseil régional semble bien contrainte par des dotations et des règlements qui sont entre les mains de l'État et de l'Europe. En amont de l'emploi et de l'économie se pose inévitablement la question de la formation. Là encore, le défi est de taille en Normandie qui concentre de nombreux retards par rapport aux moyennes nationales en particulier en termes de sorties précoces du système

scolaire. Sur ce point les chiffres stéphanois et les statistiques régionales s'accordent avec 28 % des jeunes âgés de 16 à 25 ans en situation de décrochage scolaire.

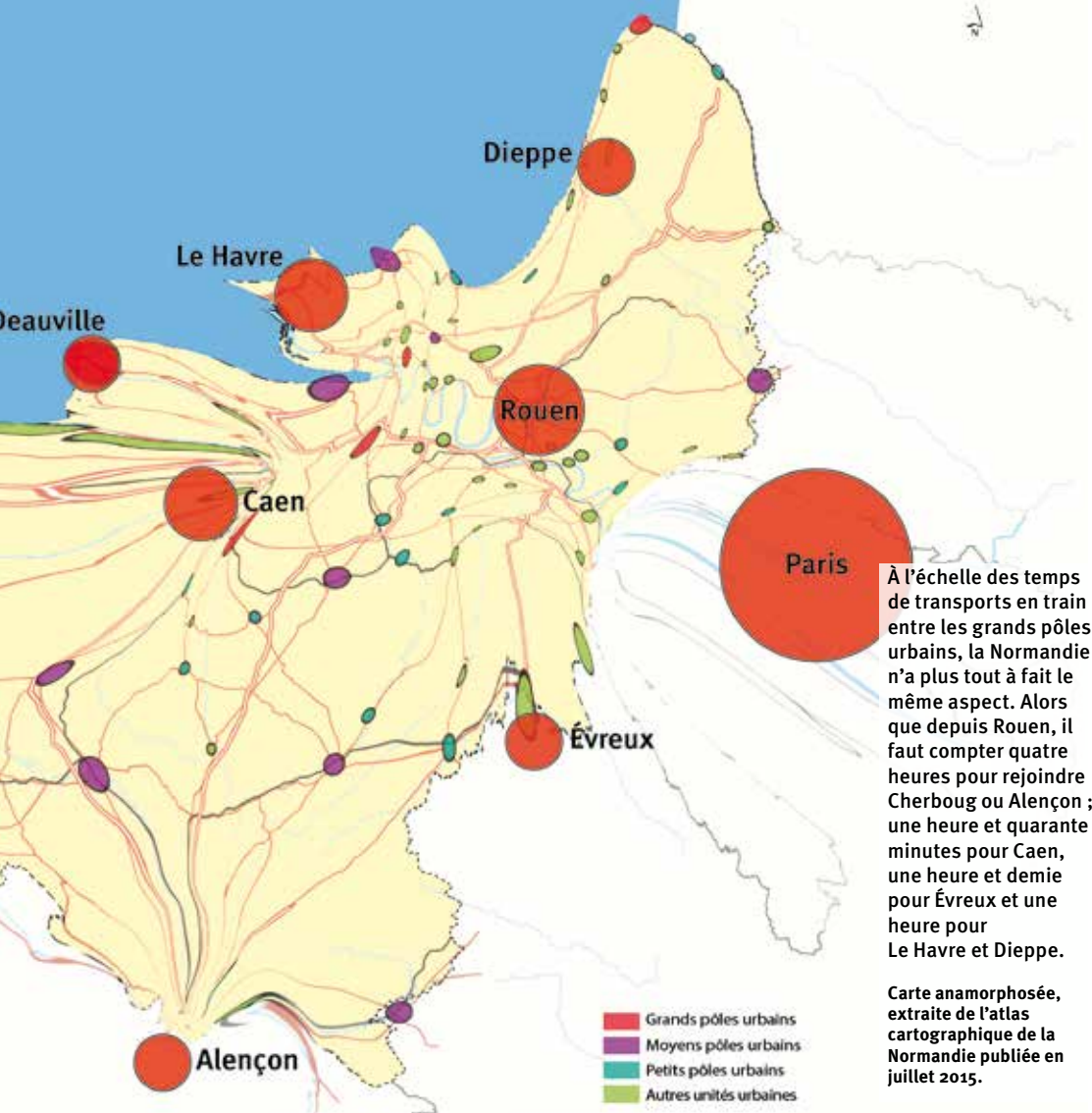
Quand Hervé Morin souhaite augmenter de 50 % le nombre de bénéficiaires d'une formation en alternance, la question reste de savoir comment accompagner les jeunes Stéphanois vers des filières qui s'accordent à leurs envies et qui débouchent sur des emplois, ici ou ailleurs. « Les frontières

invisibles sont à la limite des bassins d'emplois. Il faut aider les jeunes à s'imaginer vers ailleurs. Il y a un blocage des populations les plus fragiles, précise Arnaud Brennetot. *Il faut augmenter les capacités d'accueil des étudiants et sensibiliser les parents pour qu'ils [...] considèrent l'ouverture géographique comme une chance pour leurs enfants. »* Une ambition qui doit pouvoir s'appuyer sur un réseau de transports adapté.

Au carrefour des axes routiers qui conduisent vers Caen, Le Havre et Paris, Saint-Étienne-du-Rouvray a forcément une carte à jouer aux côtés de la Région en charge des questions de mobilité. La Seine et la ligne de chemin de fer sont également des axes à valoriser pour le fret, le transport de voyageurs et le

Le monde de demain

L'économie... autrement



À l'échelle des temps de transports en train entre les grands pôles urbains, la Normandie n'a plus tout à fait le même aspect. Alors que depuis Rouen, il faut compter quatre heures pour rejoindre Cherbourg ou Alençon ; une heure et quarante minutes pour Caen, une heure et demie pour Evreux et une heure pour Le Havre et Dieppe.

Carte anamorphosée, extraite de l'atlas cartographique de la Normandie publiée en juillet 2015.

développement du tourisme, sans oublier le contournement Est dont le tracé pourrait impacter l'entrée de ville. Alors qu'Hervé Morin mise sur la création d'une ligne à grande vitesse Paris-Normandie, Arnaud Brennetot préfère souligner l'importance des synergies à mettre en œuvre entre les acteurs du territoire. « Tandis qu'aujourd'hui on est plutôt dans une stratégie de la méfiance et de la compétition, le réseau d'infrastructures doit permettre aux acteurs normands de se connaître et de travailler ensemble. » Une solidarité et une collaboration qui

devra commencer par un travail conjoint du conseil régional et de la Métropole, au-delà des divergences politiques. Premier signal positif, dans une déclaration conjointe datée du 15 décembre 2015, Frédéric Sanchez, président de la Métropole rouennaise et Yvon Robert, maire de Rouen, ont exprimé leur souhait que « respect et équilibre [soient] les valeurs fondatrices d'un fonctionnement en réseau des pouvoirs locaux ». Reste encore à savoir quelle place sera réservée aux communes dans ce concert de ténors territoriaux. ■

Mobilis in mobile

À SAVOIR

Abécédaire des autres compétences régionales

Air : la Région coordonne la lutte contre la pollution et élabore un Schéma régional climat air énergie. **Culture et sport** : la Région construit, aménage, entretient et assure le fonctionnement des grands équipements culturels et sportifs. **Déchets** : la Région établit un plan régional de prévention et de gestion des déchets. **Infrastructures** : avec l'État, la Région élabore et exécute les grands projets et soutient les filières d'avenir (contrat de plan). **Lycées** : la Région les construit, les entretient et en assume le fonctionnement. **Patrimoine** : la Région en assure la protection. **Ports et aérodromes** : la Région s'occupe de leur développement. **Réserves naturelles** : la Région procède à leur classement. **Tourisme** : la Région est « chef de fil » pour le tourisme.

INTERVIEW

« La ville est flux autant que stock »

Arnaud Lemarchand, maître de conférences en économie à l'université du Havre.

Le périmètre de la Normandie est-il une limite ou une frontière ?

Le discours officiel veut que ce qui fait la spécificité d'un territoire, c'est ce qui est le plus fixe, le moins transférable. C'est l'idée du terroir. Sans parler de l'administration qui n'aime pas trop voir bouger les populations. Je pense *a contrario* que, dans le monde actuel, la ville est flux autant que stock. La Normandie devrait s'en souvenir alors qu'une partie de son développement est liée au fait qu'elle soit une terre de passage. Si on s'aperçoit aujourd'hui qu'il existe des problèmes de mobilité intra-régionales, il ne faudra pas s'étonner que les gens circulent en dehors du périmètre de la Normandie. Pour le reste, je considère que la frontière est une bonne chose quand on la considère comme un lieu de passage. Il faut admettre que cette mobilité fasse partie de l'identité du territoire normand. Et c'est peut-être dans des communes comme Saint-Étienne-du-Rouvray, à la frontière de la Métropole, que le changement va commencer.

Quelles populations peuvent prétendre à devenir les artisans de ce changement ?

Je ne suis pas pour la planification de l'innovation. Certains misent sur les classes créatives* mais il n'y a pas tant de preuves que ce modèle fonctionne. Je ne suis pas sûr que l'arrivée des classes créatives fasse démarrer l'innovation. Peut-être même que c'est l'inverse et que ces fameuses classes créatives arrivent parce que l'activité est déjà lancée. Et puis, plus que tout, il est évident que cette catégorie socioprofessionnelle est loin d'être la seule à générer de l'activité. Le renouvellement peut arriver d'ailleurs et notamment des classes socioprofessionnelles beaucoup moins visibles mais tout aussi dynamiques.

* classe créative : ce concept fondé par Richard Florida désigne une population urbaine, mobile, qualifiée et connectée.

Élus communistes et républicains

2015 aura été une année éprouvante. Le taux de chômage y a battu des records, les conflits armés aux portes de l'Europe ont gagné en intensité et le terrorisme a frappé notre pays au cœur. Les causes de ces calamités, aussi vieilles que le capitalisme, sont avant tout liées à l'inégale répartition des richesses. Alors que l'humanité n'a jamais produit autant de richesses, des hommes sont toujours confrontés à la malnutrition, ou vivent très chichement, pendant que d'autres connaissent une opulence indécente en surexploitant leurs semblables. Ce terreau est propice aux dérives barbares.

Aussi, pour 2016, les communistes stéphanois entendent ne rien lâcher sur les valeurs de solidarité, de liberté et de fraternité. La solidarité, c'est exiger une meilleure répartition des richesses en faveur des salariés, des retraités et des familles. C'est exiger des services publics forts et une protection sociale mettant chacun à l'abri du besoin. La liberté, c'est refuser les dérives qui s'émancipent des principes élémentaires du Droit et de la Justice. La Fraternité, c'est reconnaître en chaque individu son semblable et le traiter en tant que tel. En 2016, mobilisons-nous pour rendre ce monde plus juste et humain.

TRIBUNE DE Hubert Wulfranc, Joachim Moyse, Francine Goyer, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Pascal Le Cousin, Daniel Vezie, Nicole Auvray, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élus Droits de cité mouvement Ensemble

« Pour nous, c'est définitivement non !

Le président de la République veut modifier la Constitution pour y inscrire l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité pour les Français binationaux.

En exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats terroristes, il s'agit d'imposer des mesures qui n'auront aucun effet pour notre sécurité, mais qui représentent de graves reculs pour la démocratie, des atteintes inacceptables à l'égalité et la solidarité entre membres de la communauté nationale.

N'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité, mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels. »

La Ligue des Droits de l'Homme a lancé cette pétition nationale. Dans l'agglomération rouennaise, le Collectif de défense des libertés fondamentales, créé en 2002, qui regroupe associations, syndicats et partis, appelle à se mobiliser. Nous sommes tous concernés.

Mettons toutes nos forces en commun pour la solidarité entre les peuples, pour les libertés, l'égalité, la fraternité, la démocratie, la justice sociale et le partage des richesses. Prenons nos affaires en main pour construire une autre société. Voilà nos vœux pour 2016 !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élus socialistes et républicains

À l'occasion du centenaire de la naissance de François Mitterrand mais aussi les 20 ans de sa mort et les 35 ans de son accession à la présidence de la République, nous souhaitons rendre hommage avec vous à l'homme d'État, à l'homme de valeurs et de convictions, à notre camarade, celui dont le message guide toujours notre engagement, au service des valeurs progressistes et humanistes, au service de l'école et de la culture, de la solidarité et de la justice sociale. C'est aussi pour tout cela que le local du PS de Saint-Étienne-du-Rouvray, 4 rue Ernest-Renan en face de la station de métro, porte son nom.

Avec fierté et reconnaissance pour toutes les grandes mesures et les grandes lois qui furent votées grâce à lui, vos élus et les militants socialistes stéphanois continueront de défendre, avec modernité, une ligne politique résolument à gauche, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

« Je crois pour demain comme hier à victoire de la gauche, à condition qu'elle reste elle-même. Qu'elle n'oublie pas que sa famille, c'est toute la gauche. Hors du rassemblement des forces populaires, il n'y a pas de salut. » François Mitterrand (1916-1996)

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élus vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Nous vivons une sombre période de régression sociale, démocratique, idéologique. Les forces réactionnaires, racistes, xénophobes sortent de l'ombre. Le gouvernement soi-disant de gauche a décidé d'appliquer ce dont la droite et l'extrême droite rêvent : état policier, inégalité devant la nationalité, destruction des acquis sociaux et du bien public, injustice généralisée. Les opprimés et les exploités ne sont plus actuellement représentés que par des politiciens dont le seul but est de protéger leurs fiefs électoraux et de faciliter l'enrichissement du patronat.

Cette situation ne peut pas, ne doit pas durer. Sous la résignation apparente couve le feu du mouvement social : luttes pour les salaires, l'emploi, la santé, l'environnement... Il ne demande qu'à s'exprimer et à acquérir la force « du tous ensemble » et une représentation politique capable d'aller jusqu'au bout sans trahir les espoirs. En 2016, il n'y a pas d'élections ! C'est par notre capacité à nous rassembler, à nous écouter, à nous enrichir des expériences diverses, c'est en reconstruisant notre capacité de lutte que nous y arriverons. C'est ce que nous pouvons souhaiter pour ce nouvel an.

ser.vraimentagauche@gmail.com

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

BON À SAVOIR

Restaurants : halte au gaspillage

Depuis le 1^{er} janvier, dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire, les restaurateurs ont obligation de trier lorsqu'ils produisent plus de 10 tonnes de biodéchets par an (épluchures de légumes, restes des plats servis, aliments périmés...), soit environ 150 à 200 couverts/jour. Par ailleurs, il leur est fortement recommandé de proposer à leurs clients, un « *doggy bag* » pour qu'ils puissent repartir avec ce qu'ils ont laissé dans leur assiette. Il s'agit de l'application du dernier seuil de la loi sur les biodéchets votée en 2011.



RESTOS DU CŒUR RECHERCHE BÉNÉVOLES

L'association les Restos du cœur de la région rouennaise organise à nouveau une grande collecte nationale le week-end des 11, 12 et 13 mars dans les supermarchés et a besoin de bénévoles. Renseignements : ad76a.siege@restosducoeur.com ou 02 35 03 02 76, ou candidature à déposer directement sur le site : collecte.restos-ducoeur.org

Les inscriptions scolaires débutent le 1^{er} février



PHOTO: L.S.

Les inscriptions scolaires pour les entrées en maternelle et en cours préparatoire commenceront lundi 1^{er} février pour se clôturer jeudi 31 mars. Les inscriptions scolaires s'effectueront exclusivement à l'accueil de l'hôtel de ville et à la Maison du citoyen.

TRAVAUX

DÉMOLITION RUE LÉON-GAMBETTA

Le Foyer du Toit familial va réaliser des travaux sur le terrain situé au 14 rue Léon-Gambetta relatifs à la construction de trois logements collectifs. La démolition du bâtiment existant va avoir lieu à partir du 18 janvier pour une durée d'environ un mois. La construction des logements va intervenir en avril 2016 (date prévisionnelle) pour une durée de dix mois. La circulation sur la rue Léon-Gambetta sera maintenue.

UNRPA

VOYAGE ET SORTIE

La section stéphanaise de l'Union nationale des retraités et personnes âgées propose plusieurs animations lors du premier trimestre 2016. Du 10 au 16 juin : voyage à Castres dans le Tarn. Inscriptions lors de la galette des rois mercredi 20 janvier à 14 h 30 au foyer Geneviève-Bourdon. Sortie pour la Saint-Valentin mardi 16 février au manoir de Clairval aux Andelys pour un déjeuner animé suivi d'un après-midi dansant.

RENSEIGNEMENTS au 02 35 66 53 02
ou au 02 35 66 46 21.

ENQUÊTES PUBLIQUES

ZAC DU HALAGE

Le projet d'aménagement de la ZAC du Halage, située rue Michel-Poulmarch, fait l'objet d'une enquête d'utilité publique et de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ainsi que d'une enquête parcellaire, du 21 janvier au 22 février. Ces enquêtes se tiendront en mairie centre (département urbanisme) et au siège de la Métropole Rouen Normandie (14 bis avenue Louis-Pasteur à Rouen). Le dossier est également consultable sur le site de la Métropole : www.metropole-rouen-normandie.fr (onglet Attractive et dynamique).

Les observations formulées seront consignées sur les registres spécialement ouverts à cet effet, adressées par écrit, à l'hôtel de ville, au commissaire enquêteur, formulées à l'adresse électronique lidwine.eugene@metropole-rouen-normandie.fr. Le commissaire-enquêteur tiendra une permanence en mairie jeudi 21 janvier de 9 à 12 heures, jeudi 4 février de 14 à 17 heures, lundi 22 février de 14 h 30 à 17 h 30 (direction des services techniques).

COLLECTE

DÉCHETS VERTS

La collecte mensuelle des déchets verts aura lieu vendredi 22 janvier.

Agenda

SANTÉ

LUNDI 18 ET JEUDI 28 JANVIER

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, lundi 18 janvier de 16 h 30 à 18 heures, au centre médico-social rue Georges-Méliès, et jeudi 28 janvier de 17 heures à 18 h 15, au centre médico-social, 41 rue Ambroise-Croizat.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

VENDREDI 22 JANVIER

Collecte de sang

Place de l'Église de 15 heures à 18 h 30.

► Lire p. 6.

FORMATION

SAMEDI 30 JANVIER

portes ouvertes à l'Insa

L'Insa de Rouen, école d'ingénieur-e-s publique, ouvrira ses portes au public de 10 à 17 heures, sur son campus de Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette journée est dédiée aux lycéens préparant un bac scientifique et aux étudiants en formation scientifique de niveau bac + 1 à + 4 souhaitant s'informer sur les conditions d'accès à l'Insa. Au programme : visite extérieure du campus, stands des formations, projets étudiants, résidences, visites de certains départements... Entrée libre, sans inscription préalable.

► Insa, 685 avenue de l'Université.
Tél. : 02 32 95 97 00.

SENIORS

JEUDI 21 JANVIER

Thé dansant

Le Club de la bonne humeur propose un thé dansant à la salle festive à partir de 14 heures animé par l'orchestre Bruno et Giovanni. Entrée libre.

LUNDI 1^{ER} FÉVRIER

Sortie au cinéma



Le service vie sociale des seniors organise une sortie au cinéma Le Mercure à Elbeuf pour le film *Un village presque parfait*, comédie avec Didier Bourdon et Lôrânt Deutsch. Prix de la place : 2,50 €, transport compris.

► Inscriptions lundi 25 janvier uniquement par téléphone au 02 32 95 93 58 à partir de 14 heures, dans la limite des places disponibles.

MARDI 9, MERCREDI 10, JEUDI 11,

MARDI 16, MERCREDI 17

ET JEUDI 18 FÉVRIER

Repas des seniors

Les repas des seniors se dérouleront mardi 9, mercredi 10, jeudi 11, mardi 16, mercredi 17 et jeudi 18 février, à la salle festive, à partir de 12 heures. Ils seront animés par le Trio Andrews. Inscriptions pour les repas auprès du guichet de secteur entre lundi 25 et jeudi 28 janvier. Se munir de la carte du service animation (blanche ou jaune).

LOISIRS

SAMEDI 23 JANVIER

Désherbage | vente de livres

Une vente de livres et CD est organisée par les bibliothèques municipales afin de renouveler les collections. Dans le métier, cela s'appelle une opération désherbage. Les amateurs de musique et de livres trouveront sûrement de quoi se faire plaisir à moindre coût : de 0,10 € à 2 €.

► De 10 à 16 heures, bibliothèque Elsa-Triolet, entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 68.

DIMANCHE 24 JANVIER

Thé dansant

Le thé dansant des Amis du rail, organisé par l'Association amicale des anciens apprentis SNCF se déroulera de 14 h 30 à 18 h 30 à la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Sotteville-lès-Rouen. Il sera animé par l'orchestre Michel Dan et Corinne. 10 €.

► Réservations au 02 35 92 94 43 ou 06 71 48 18 26, par courrier à Simone Landais, 32 rue Édouard-Vaillant, 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray ou dimanche 24 janvier de 10 à 11 heures, à l'hôtel de ville de Sotteville-lès-Rouen.

JEUDI 28 JANVIER

Quartier Maryse-Bastie

L'Association des résidents Maryse-Bastie tient son assemblée générale à 18 heures, au Novotel. Cette réunion est ouverte à tous.

► Renseignements au 02 35 65 46 49.

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 3 FÉVRIER

Union des arts plastiques |

Annick Doideau

Lire p. 3.

► Le Rive Gauche, du mardi au vendredi de 13 heures à 17 h 30 et les soirs de spectacles, entrée libre. Renseignements au 02 32 91 94 94. Centre socioculturel Jean-Prévoist, entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

DU 25 JANVIER AU 12 FÉVRIER

80 ans de chanson française, du microphone au MP3

De 1920 à nos jours, la révolution de la chanson et de l'expression musicale populaire. Exposition réalisée par l'association Dazibao.

► Centre socioculturel Georges-Brassens.

Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

CONCERTS

VENDREDI 22 JANVIER

Ilene Barnes



PHOTO: PIERRE TERRASSON

Une voix, et quelle voix ! Tout en puissance et étonnamment grave, gorgée de soul, celle, sublime, de l'Américaine Ilene Barnes se promène entre jazz, blues, reggae et folk, dans l'intimité magique d'un duo avec le guitariste Kid Colling.

► 20 h 30, Le Rive Gauche.

Billetterie : 02 32 91 94 94.

MARDI 2 FÉVRIER

Le conservatoire reprend

le répertoire d'Édith Piaf

À l'occasion du centenaire de la naissance d'Édith Piaf, les élèves et les professeurs du conservatoire interprètent le répertoire de cette grande chanteuse réaliste.

► 19 heures, espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos. Entrée gratuite.

Renseignements et réservations au 02 35 02 76 89.

CONFÉRENCE

SAMEDI 16 JANVIER

Édith Piaf, la chanson réaliste

Véritable icône de la chanson réaliste, Édith Piaf reste, un siècle après sa naissance, un pilier de la culture musicale francophone. Immersion au cœur d'un répertoire devenu intemporel, sans cesse revisité par des générations d'interprètes. Par Emmanuelle Bobée, professeure au conservatoire.

► 15 heures, bibliothèque Elsa-Triolet, entrée gratuite. Renseignements et réservations au 02 32 95 83 68.

MULTIMÉDIA

SAMEDI 30 JANVIER

MédiaThéCafé

Cet atelier multimédia propose de se perfectionner sur le web. Le prochain thème concernera la vie pratique et les loisirs. Acheter et vendre sur

internet n'aura plus de secret pour vous. Places limitées à 8 participants.

► 10 heures, bibliothèque Elsa-Triolet, entrée gratuite. Renseignements et réservations au 02 32 95 83 68.

DANSE

MARDI 2 FÉVRIER

Bosque ardora | Rocio Molina

La nouvelle icône du flamenco, c'est elle ! Couronnée de prix prestigieux à à peine trente ans – Meilleure interprète de la biennale de Séville en 2008 et Prix national de danse en Espagne en 2010 –, la sublime danseuse Rocío Molina, accompagnée ici de deux danseurs et six musiciens, va enflammer la scène !

► 20 h 30, Le Rive Gauche.

Billetterie : 02 32 91 94 94.

De 19 à 20 heures, « Des clés pour une danse », conférence sur le flamenco par Olivier Lefebvre, historien de la danse. Entrée libre et gratuite.

THÉÂTRE

VENDREDI 29 JANVIER

Vous reprendrez bien un peu de liberté...



« Une fête de la pensée pour ouvrir nos intelligences ! » Interrogeant les avatars du capitalisme d'aujourd'hui, Jean-Louis Hourdin, homme de théâtre fabuleux, s'empare avec ses six comédiens et musiciens de deux ouvrages écrits à 300 ans d'écart : *L'Île des esclaves* de Marivaux et *La Stratégie du choc* de Naomi Klein.

► 20 h 30, Le Rive Gauche.

Billetterie : 02 32 91 94 94.

ONE-MAN-SHOW

SAMEDI 6 FÉVRIER

Plaisir de vivre | Maxime Gasteuil

Maxime Gasteuil est un humoriste un peu particulier, il oscille intelligemment entre personnalités et anecdotes. Il vous emmène dans sa région natale, mais aussi à la découverte de sa nouvelle vie à Paris.

► 20 h 30, Espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos. 7,10 €.

Renseignements et réservations au 02 35 02 76 90.

STAGE

DIMANCHE 17 JANVIER

Jam – danse contact improvisation

Proposée par l'association Aller Simple, la JAM est une rencontre pendant laquelle les danseurs

et les musiciens expérimentent et improvisent selon les techniques de la danse-contact et d'improvisation. Un stage, encadré par Manuella Brivary, est proposé avant la jam. Le jeu consiste à déplacer et à être déplacé, à porter et à être porté, à jouer avec la pesanteur, l'élan, le passage entre équilibre et déséquilibre, avec l'autre, le sol, l'environnement.

► Le Rive Gauche. Inscriptions au 02 35 62 21 51.

Stage de 10 h 30 à 13 heures et de 14 à 16 heures, Jam de 16 h 30 à 19 h 30.

CABARET

VENDREDI 5 FÉVRIER

Brassens chante Brassens par Les Oiseaux de passage

« Quand le centre Brassens veut faire chanter Brassens ! » Un groupe local fera redécouvrir Brassens à travers ses textes et sa poésie. Près de 80 personnes sont invitées à conjuguer plaisir de la bouche, au travers d'un repas à l'assiette conçu et servi par des usagers du centre, et plaisir de l'oreille via une interprétation musicale originale !

► De 19 h 30 à 22 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Tarification et réservations à l'accueil du centre. Tél. : 02 32 95 17 33.

JEUX

VENDREDI 5 FÉVRIER

Soirée jeux en duo

Tête à tête ludique le temps d'une soirée. L'équipe de la ludothèque propose d'incarner des clans en rivalité dans Schotten-Totten ou de livrer un match de foot endiablé avec Crazy Kick, ou bien de partir au sommet de l'Himalaya découvrir les

cités perdues ! Les mineurs doivent être accompagnés. Places limitées.

► 19 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements et réservations au 02 32 95 83 68.

JEUNE PUBLIC

MERCREDI 3 FÉVRIER

La tambouille à histoires

Entre la sieste et le goûter, emmenez vos enfants de 4 à 7 ans écouter de belles histoires !

► 15 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet.

Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 83 68.

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 6 FÉVRIER

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 83 68.

SPORT

SAMEDI 30 ET DIMANCHE 31 JANVIER

Wushu - qualifications

Lire p. 8.

► Samedi 30 de 13 heures à 19 h 30 et dimanche 31 de 9 h 30 à 18 h 30, gymnase de l'Insa.



Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

État civil

MARIAGES

Akram Zaoui et Hassnae Brahimi, Boubaker El Houch et Ludivine Licide, Aziz Kandrouchi et Souad Louragh, Idris Bouselaoui et Julie Duval.

NAISSANCES

Morsalyne Ammar Mejri, Shaïm Beuzon, Titée Bouvier, Nino Coustham, Diogo Domingues, Alice Drouet, Éliott Dumais, Lily Dumais, Amina El Mokchah, Bilel Gharbi, Baran Günes, Yasmine Habib, Berin Kaya, Oswa Laribi, Robin Lelievre, Maïlys Louelha, Meriam Moussi, Victor Philippini Pauchet, Louna Robert Plau, Assiyâh Siby, Ismail Siby, Karimatou Yusuf.

DÉCÈS

Louise Huard, Andrée Mallet, Mauricette Niel, Jacqueline Piednoël, Jacques Bouchot, Dominique Maridort, Dominique Bouttier, Placide Barco, Roland Onfray, Solange Javoy, Charles Lorphelin, Ichou Nakoubi, Yves Blanc, Annalivia Panone, Simone Ségrestin, Bernard Pelet, Fara Cor, Saqlain Mohammad.



Au total, le collectif du Chevalet noir compte actuellement quatre musiciens, quatre illustrateurs, une maquilleuse et deux photographes.
PHOTOS : E. B.

COLLECTIF

Entrée des artistes

Un collectif d'artistes baptisé Chevalet noir installe son atelier au 16 rue Léon-Gambetta. Illustrateurs, musiciens, photographes, maquilleuses... ils ont choisi de pratiquer leur art en toute transparence.

Les coulisses de l'info

Un collectif de jeunes artistes a décidé d'implanter son atelier à Saint-Étienne-du-Rouvray. Un choix plutôt inattendu. La rédaction du *Stéphanois* a voulu savoir s'il ne s'agissait que d'une opportunité financière ou d'un choix sincère de nouer des liens avec la population.

Jeannine Noël avait rendez-vous chez son kinésithérapeute, à deux pas de là. En découvrant les dessins et les livres dans la vitrine de l'atelier du Chevalet noir, elle s'est arrêtée... forcément. En deux secondes, la décision est prise de l'inviter à se joindre à l'entretien organisé par la rédaction du *Stéphanois* entre les artistes et les commerçants de la rue Léon-Gambetta. « C'est vraiment de la curiosité, lance Jeannine. Ici autrefois, ça a longtemps été un horloger et puis c'est resté fermé longtemps. C'est bien qu'il se passe quelque chose. Est-ce

que vous allez faire des tableaux ? » Maxime Kowalczyk, l'un des fondateurs du collectif avec Marie Rouillet, prend le temps d'expliquer sa démarche. « En fait, c'est à la fois un lieu de travail pour les artistes mais c'est aussi un lieu d'exposition et puis on l'espère un espace qui pourra accueillir des ateliers pour les adultes, les personnes âgées. On souhaite aussi contacter les écoles et les collègues. » Marie Bénard, pharmacienne et titulaire de l'officine sise au 6 avenue Olivier-Goubert confirme, « il y a beaucoup de passage dans la rue, des

Art avec vue



jeunes et des moins jeunes. Le fait que les gens puissent vous voir travailler, c'est une bonne chose. Ça va certainement favoriser vos rapports avec le public ».

À l'unisson, Caroline Panadero, propriétaire du magasin Le Salon - La boutique Mounès, situé de l'autre côté de la rue renchérit : « C'est vrai que ça fait rêver. Quand je m'ennuierai le midi, je jetterai un coup d'œil par la fenêtre pour vous regarder en pleine création. » Et pourquoi pas un atelier sur le temps du midi alors ? « Ce serait plus agréable que de rester seule face à son assiette », confirme Marie Bénard. Maxime Kowalczyk y avait bien pensé. « Parmi tous nos projets, il y a un café associatif. Ce qu'on ne veut pas en tout cas, c'est rester à attendre que les gens viennent nous voir. On veut aller vers eux et les inviter à créer avec nous. »

Caroline Panadero en est convaincue, le Chevalet noir n'a pas fini de voir passer du monde. « Les gens du quartier sont fiers de voir des artistes s'installer dans cette rue. Ils ont l'impression qu'on s'occupe d'eux, qu'on

ne les fuit pas. Ils se sentent moins isolés. » Mais pourquoi Saint-Étienne-du-Rouvray ? « C'est vrai que le premier réflexe pour des collectifs comme le nôtre, c'est d'aller dans le centre-ville de Rouen, admet Maxime Kowalczyk, mais à Rouen, les gens tracent. Là-bas, nous serions juste un atelier parmi d'autres. Tandis qu'ici, le public est curieux, bienveillant. Ils nous accueillent avec envie. Du coup, nous avons l'impression de pouvoir ajouter une dimension sociale à notre projet en favorisant les liens entre les habitants et la création artistique ». ■

INFOS Pour suivre toute l'actualité des artistes du Chevalet noir, rendez-vous sur le site : chevaletnoir.tumblr.com

▲ La plupart des travaux réalisés par les artistes du Chevalet noir sont présentés dans la vitrine du local pour le plaisir des yeux ou pour l'achat.

À SAVOIR

Autour du Chat noir

« On cherche à créer de l'émulation entre les disciplines, à construire des passerelles. C'est le concept du total art », explique Maxime Kowalczyk. Manifestation concrète de cette ambition, le fanzine *Chat noir*, édité par le Chevalet noir, ouvre ses pages à tous les artistes, y compris les plus confirmés. Un univers composite qui permet de croiser des maisons flottantes, des prothèses design, de l'art kitsch, du street art et une « nouvelle policière improvisée ».

RENSEIGNEMENTS chevaletnoir@gmail.com

INTERVIEW

« Le risque majeur, c'est l'isolement »

Pierre Couloume, illustrateur, membre du collectif Chevalet noir

Comment avez-vous rejoint le Chevalet noir ?

Après un passage peu concluant par l'école d'architecture de Rouen, je suis revenu au dessin, ma première passion. Depuis un an, je ne fais plus que ça. Au départ, je cherchais de la visibilité. J'ai proposé mon travail aux membres du Chevalet noir qui ont accepté de le publier dans leur fanzine. Ça a tout de suite matché parce que nous avions une base commune, une culture partagée, avec les mêmes références en termes de graphisme, de musique, de jeux vidéo.

En quoi cet atelier vous permet-il de mieux vous exprimer en tant qu'artiste ?

Aujourd'hui, l'atelier de la rue Gambetta, c'est un espace de travail pour moi. Mon appartement est bien trop petit pour contenir mes toiles et mon matériel. Quand on a décidé de partir pour Saint-Étienne-du-Rouvray, je n'avais aucun a priori. En fait, je n'y avais jamais mis les pieds. Ici, on croise des gens facilement. Ils sont naturellement curieux. C'est super important pour un artiste parce que le risque majeur, c'est l'isolement. Tout seul, on pourrait être tenté d'abandonner, surtout quand on est à découvert dès le 5 du mois. Être ensemble et croiser des gens de tous les horizons aide à tenir le coup et à se dire qu'on peut encore vivre de son art en 2016.



« On va essayer d'y croire »

Pour 2016, les Stéphanois souhaitent le retour de l'emploi, du dynamisme associatif, moins d'impôts, la santé pour tous... Mais derrière la banalité des vœux, se cachent des consciences profondément marquées par les attentats qui ont ensanglanté l'année achevée. Les citoyens désirent malgré tout continuer à vivre ensemble et formulent leur grand désir de paix retrouvée.



Photos : Éric Bénard. Retrouvez le diaporama des vœux des Stéphanois sur saintetiennedurouvray.fr